

# Préface

Tandis que les gouvernements de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) — et du monde entier — s'attellent à remédier aux conséquences sanitaires, économiques et sociales sans précédent de la pandémie de COVID-19, nombreux sont ceux qui, pour soutenir la reprise, concentrent leurs efforts sur l'attraction et la rétention des investissements. L'amélioration du climat de l'investissement est en effet depuis longtemps un objectif prioritaire pour les gouvernements de la région, conscients de l'impact positif que l'investissement direct étranger (IDE) peut avoir en matière de développement — de la création d'emplois à la productivité, en passant par la croissance verte. À cette fin, de nombreuses économies de la région ont engagé des réformes significatives au cours de la dernière décennie, en facilitant notamment l'implantation d'entreprises étrangères et en simplifiant la réglementation applicable aux investisseurs. Il n'en reste pas moins que les gouvernements de la région MENA ont en moyenne moins bien réussi à mobiliser l'investissement en faveur du développement durable que d'autres économies émergentes et en développement.

Aujourd'hui plus que jamais, il est nécessaire d'attirer des investissements dans la région MENA — et de tirer parti des avantages qui en découlent — car la pandémie de COVID-19 exacerbe les problèmes existants et en fait advenir de nouveaux. Les flux d'IDE ont fortement diminué dans le monde, et la baisse dans la région MENA a été particulièrement marquée. Le chômage, en particulier celui des jeunes, contribue dans une large mesure à l'insatisfaction populaire et affiche aujourd'hui des taux plus élevés qu'en 2010 dans de nombreuses économies de la région MENA, tandis que les conflits et l'insécurité continuent d'affecter la région. Dans ce contexte, tout nouveau choc pourrait s'avérer dévastateur. Malgré les efforts ambitieux déjà déployés par les gouvernements de la région afin d'améliorer le climat de l'investissement et de répondre aux défis amenés par la pandémie, des réformes supplémentaires sont nécessaires pour mettre l'investissement au service d'un développement durable et inclusif. Il s'agit notamment de surmonter des défis structurels et de longue date en engageant des réformes audacieuses du secteur privé, en améliorant la mise en œuvre des politiques déjà en place, et en adoptant des stratégies d'investissement repensées pour tirer parti des nouvelles perspectives qu'une possible réorganisation des chaînes de valeur mondiales pourrait ouvrir.

À partir de données inédites et d'analyses comparatives, les *Perspectives des politiques d'investissement au Moyen-Orient et en Afrique du Nord* offrent aux décideurs politiques un panorama complet du climat de l'investissement dans les économies suivantes : Algérie, Autorité palestinienne, Égypte, Jordanie, Liban, Libye, Maroc et Tunisie. Le rapport invite les gouvernements concernés à envisager de nouvelles réformes guidées par l'exigence de quatre objectifs prioritaires : (1) améliorer la clarté, la cohérence et la transparence des règles et procédures en matière d'investissement ; (2) accélérer les réformes visant à stimuler la concurrence et le développement du secteur privé ; (3) cibler les politiques et mesures en faveur de l'investissement pour mieux servir les objectifs de développement durable ; et (4) renforcer les bonnes pratiques de gouvernance et de coordination pour mettre en œuvre de meilleures politiques d'investissement.

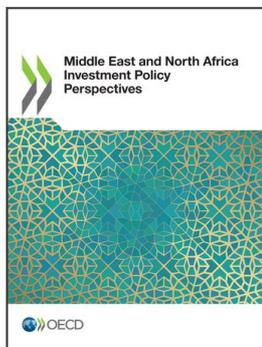
Les *Perspectives des politiques d'investissement au Moyen-Orient et en Afrique du Nord* mettent également à profit les relations de longue date entre les économies concernées et l'OCDE, notamment à

travers l'adhésion de quatre pays — l'Égypte, la Jordanie, le Maroc et la Tunisie — à la *Déclaration de l'OCDE sur l'investissement international et les entreprises multinationales* ; le soutien, l'expertise et les échanges au sein du *Programme UE-OCDE sur la promotion de l'investissement en Méditerranée* ; ainsi que le partenariat plus large et à long terme instauré dans le cadre du *Programme MENA-OCDE pour la compétitivité*. À travers ces initiatives, les gouvernements de la région MENA ont démontré leur engagement à améliorer les conditions d'investissement et à confronter leurs expériences sur la recherche de solutions créatives.

Alors que les pays du monde entier s'efforcent de surmonter les chocs sans précédent subis en 2020, il est impératif de continuer à nouer des partenariats et à élargir notre expertise afin de nous entraider et de mobiliser l'investissement au service d'une reprise résiliente et inclusive dans les mois et les années à venir.



Angel Gurría  
Secrétaire général, OCDE



Extrait de :

## Middle East and North Africa Investment Policy Perspectives

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/6d84ee94-en>

### Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2021), « Préface », dans *Middle East and North Africa Investment Policy Perspectives*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/b877d405-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :

<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.